

rh19

# Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle

Numéro 23 (2001)

Nouvelles approches en histoire économique

Patrick Verley et Jean-Luc Mayaud

## **Introduction. En l'an 2001, le XIX<sup>e</sup> siècle à redécouvrir pour les historiens économistes ?**

### **Avertissement**

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

### Référence électronique

Patrick Verley et Jean-Luc Mayaud, « Introduction. En l'an 2001, le XIX<sup>e</sup> siècle à redécouvrir pour les historiens économistes ? », *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle* [En ligne], 23 | 2001, mis en ligne le 27 juin 2005. URL : <http://rh19.revues.org/index306.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://rh19.revues.org/index306.html>

Document généré automatiquement le 30 septembre 2009. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Patrick Verley et Jean-Luc Mayaud

## Introduction. En l'an 2001, le XIX<sup>e</sup> siècle à redécouvrir pour les historiens économistes ?

Pagination de l'édition papier : p. 7-21

- 1 Depuis que nous sommes entrés dans le XXI<sup>e</sup> siècle et que désormais le XX<sup>e</sup> siècle est devenu, avec une éloignement temporel accru, le “siècle dernier”, un changement d'échelle affecte la perception historique du XIX<sup>e</sup> siècle. Il écrase les petites différences dans l'espace et dans la conjoncture et souligne les grands traits de l'histoire économique, les similitudes entre les pays et entre ces périodes de moyen terme qui correspondent grossièrement à la durée d'une génération, là où les contemporains étaient surtout sensibles aux différences. L'historien cherche à rationaliser ces différences dans le cadre des similitudes, en définissant des spécificités temporelles et spatiales à l'intérieur d'un discours plus large.

### Les grands traits du XIX<sup>e</sup> siècle

- 2 Vu de loin, avec une distance qui estompe les détails, un “premier” XIX<sup>e</sup> siècle apparaît avec une certaine homogénéité qui se poursuit jusqu'aux années 1870 ou 1880. Il correspond à un premier souffle d'une industrialisation atlantique, développant en symbiose de part et d'autre de cet océan-trait d'union les économies américaine et ouest européennes. Il ne s'agit pas d'un phénomène achevé, mais d'un processus en cours : ces pays étaient davantage des pays “en industrialisation” que des pays industriels. Du fait des forts différentiels de productivité entre agriculture, industrie et services, la France restait ainsi, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, caractérisée par la coexistence d'une économie à dominante industrielle bien qu'encore fortement imprégnée par les organisations traditionnelles du travail et d'une société majoritairement rurale voire paysanne.
- 3 Ce “premier” XIX<sup>e</sup> siècle trouvait son unité dans la configuration de son système économique international qui s'articulait autour d'un triangle Grande-Bretagne -- la puissance dominante --, États-Unis et France, dans son système technico-industriel avec des points forts dans le textile, la sidérurgie, la construction mécanique, les chemins de fer, dans son mode de partage des gains de productivité favorable au profit et aux consommateurs par la baisse technologique des prix, défavorable en revanche pour les revenus du travail. Il était aussi caractérisé par le fait que le centre de gravité des marchés de consommation était, dans les pays en industrialisation, axé sur les classes moyennes et supérieures et non pas encore sur les classes populaires. Le peu que l'on sait sur ce sujet difficile incite en effet à croire à une stabilité voire à une inégalité croissante de la répartition des revenus et des patrimoines entre 1820 et 1880, ce qui serait cohérent avec le mode de répartition des gains de productivité.
- 4 La question de la pertinence d'une coupure avec l'économie du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui l'emporterait sur les continuités, n'a été qu'imparfaitement posée, tant l'individualisation, pour des raisons politiques, de la période 1789-1815 a paru aller de soi. Le caractère significatif du terminus *a quo* de 1815-1820 a pu sembler étayé “scientifiquement” par un retournement du mouvement des prix, à une époque où l'on raisonnait selon un schéma très mécaniste d'emboîtement de temporalités perçues au travers des prix. La problématique de la comparaison entre le bilan économique de 1789 et celui de 1815 a contribué à biaiser les perspectives, en donnant à cette période un statut secondaire de période de “transition”. En dehors de quelques thèses importantes <sup>1</sup>, qui montrent son importance cruciale pour les débuts de

l'industrialisation française voire européenne et américaine, les recherches sur son économie sont peu nombreuses depuis une trentaine d'années<sup>2</sup>. Les modifications de la géographie politique de l'Empire ont contribué à faire de la période révolutionnaire et impériale, dans l'historiographie économique dominante qui étudie la France "à territoire constant", davantage une parenthèse qu'un objet d'études à part entière. Pourtant, si l'on ne verse pas dans l'anachronisme téléologique, le projet économique impérial à l'échelle européenne doit être analysé comme tel, dans sa cohérence, et non comme une dilatation éphémère et malsaine de l'économie française<sup>3</sup>.

- 5 La coupure des années 1815-1820, peu significative au plan des variables internes du développement industriel français, semble l'être davantage à l'échelle internationale, puisque les contraintes extérieures furent radicalement modifiées par les changements affectant les frontières européennes et les politiques douanières. Avec la victoire britannique clôturant un siècle de rivalités entre la Grande-Bretagne et la France pour l'hégémonie commerciale s'effaçait la configuration ancienne des relations internationales, conflictuelle parce que polarisée sur deux systèmes fragmentaires autour d'un bloc centré autour de la Grande-Bretagne et d'un bloc centré autour de la France. Au terme d'une décennie de reconstruction, de tâtonnements, dans les années 1820, s'affirma peu à peu une configuration nouvelle, un système plus harmonieux et moins conflictuel parce que fondé sur une division internationale du travail plus avancée. Mais, même à ce niveau d'analyse, un changement de perspectives et de questionnement vient remettre en cause la périodisation habituelle. Dès les premières années du siècle, étaient en gestation trois grandes caractéristiques de l'économie internationale du XIX<sup>e</sup> siècle : l'europanisation des échanges que le système continental a cherché à promouvoir par la force, le déclin du sucre comme grand produit du commerce international et donc des économies coloniales anciennes, et enfin le rôle privilégié de la Grande-Bretagne comme interface entre les économies extra-européennes et l'économie continentale.
- 6 Si le terminus *a quo* de ce "premier" XIX<sup>e</sup> siècle pose problème, le terminus *ad quem* semble faire consensus parmi les chercheurs. Le "premier" XIX<sup>e</sup> siècle s'essouffla au cours d'une période, que l'on a, sans doute, à tort nommé la "Grande dépression", car les taux de croissance restèrent bien positifs et les crises furent limitées. Mais les contemporains avaient eu conscience d'une montée des difficultés. Il s'agissait plutôt d'une remise en cause des mécanismes antérieurs de la croissance et du développement. Des changements affectaient la configuration de l'économie internationale, l'extension des marchés internationaux de produits, le mode de partage des gains de productivité et donc la dynamique des revenus et des marchés socialement déterminés et enfin le degré d'avancement des produits principaux dans leurs cycles de vie respectifs. Tout changement implique adaptation de la manière de penser l'économie, inefficacité croissante des pratiques anciennes et nécessité d'en chercher de nouvelles, perte de repères chez les agents économiques, ré-allocation des facteurs de production et donc coût social. La crise fut davantage au plan social qu'au plan économique. Cela explique la sensibilité des contemporains aux difficultés, car, pour les acteurs impliqués dans leur vécu présent, le social et l'économique étaient indissociables.
- 7 Les années de meilleure conjoncture qui s'amorcèrent au cours de la décennie 1890 et s'affirmèrent avec le changement de siècle apparurent donc aux contemporains comme une autre discontinuité, d'autant qu'un des aspects les plus visibles du changement économique, l'innovation technologique, semblait le prouver à l'envi. Avec la fée électricité, l'automobile et l'avion, ils étaient conscients de tourner une page et d'entrer dans le XX<sup>e</sup> siècle. Héritière des perceptions des contemporains, l'historiographie a le plus souvent conforté cette approche "technologique" de la périodisation. Alors que les travaux sur l'économie du "premier" XIX<sup>e</sup> siècle se sont depuis une génération raréfiés, car on pensait avoir étudié toutes les sources et posé toutes les questions, les chercheurs se sont pour la plupart tournés vers l'étude

de la “seconde industrialisation”. La période 1890-1913 est ainsi devenue la phase initiale permettant d’aborder la genèse d’évolutions qui devaient connaître leur plein développement au cours de l’entre-deux-guerres. Cette annexion des dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle par les historiens du XX<sup>e</sup> siècle soulève un problème d’interprétation qui n’est pas pure scholastique, car la réponse dépend de l’importance que l’on attribue à la guerre de 1914-1918 comme rupture. Le courant dominant de l’historiographie étudie les débuts de l’électricité, de l’automobile, de la rationalisation du travail, de la cartellisation qui s’amplifièrent au cours du conflit pour finir par constituer le centre du discours historique sur les années 1920. Ainsi est accréditée la thèse d’un grand élan de la croissance prenant son essor au cours des années 1890 et allant se briser au début des années 1930, la première guerre devenant un événement secondaire. Peut-être les historiens ont-ils eu tendance, séduits par l’attrait des innovations et par la vigueur des analyses de Schumpeter, à accorder une pondération exagérée à ce qui est nouveau, aux secteurs naissants même si leur influence macro-économique reste limitée et à ne plus s’intéresser à l’étude des secteurs plus anciens dont les produits ont atteint une phase mature ou déclinante de leur cycle de vie <sup>4</sup>.

8 Sur la plupart des plans, la guerre de 1914-1918 marque une coupure radicale. Le processus d’internationalisation des marchés de marchandises, de capitaux et de main d’œuvre et d’ouverture des économies nationales avait atteint en 1914, au terme d’une première “mondialisation”, un degré de développement qui ne sera retrouvé que dans le dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle. Perturbés par les problèmes monétaires au début des années 1920, les contemporains, en dehors de quelques esprits éminents comme Keynes, ont perdu les repères qui donnaient auparavant sens à leur environnement économique et fondaient des pratiques jusqu’alors efficaces : c’était là le signe d’un changement profond du fonctionnement de l’économie, qui devait créer une rupture parmi les acteurs économiques entre la génération qui avait fait son apprentissage avant 1914 et celle qui lui a succédé et qui a, au cours des années 1930, élaboré de nouvelles pratiques. La période 1890-1914 n’est pas seulement le chapitre initial de l’histoire de l’entre-deux-guerres et des années 1950, mais aussi l’aboutissement d’une histoire d’un long XIX<sup>e</sup> siècle.

## De nouvelles questions ?

9 Comme l’écrivait Marc Bloch, l’historien pose au passé les questions du présent. Si les chercheurs français avaient déserté l’étude de l’économie du XIX<sup>e</sup> siècle à partir des années 1970 parce que la grille d’enquête issue de la réflexion sur les années de la haute croissance semblait désormais avoir abouti à des réponses définitives, la nouvelle économie en gestation dans les années 1980 a aujourd’hui des contours assez distincts pour que les interrogations sur notre présent nous permettent de modifier les perspectives historiographiques. Il serait bien prétentieux de croire pouvoir définir les thèmes de recherche des années à venir. Néanmoins il a été proposé aux différents spécialistes qui ont collaboré à ce numéro spécial de *la Revue d’histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, non de faire un état synthétique et érudit de la recherche dans le domaine qui est le leur, mais de tenter de suggérer des questions nouvelles, des perspectives neuves qui leur paraissent correspondre aux questionnements d’aujourd’hui et d’essayer de discerner dans la production historiographique des quinze dernières années des pistes qui mériteraient, selon eux, d’être reprises. Nous ne traitons pas de la totalité des champs de l’histoire économique : c’est ainsi, par exemple, que l’agriculture n’est pas spécifiquement abordée, en dépit des avancées certaines des rares recherches en ce domaine.

10 Ces différentes contributions semblent mettre en valeur quelques thèmes majeurs.

12 1 -- Les interrogations sur la mondialisation, la globalisation, l’existence ou non de spécificités nationales (les économistes ont été fertiles à concevoir des modèles nationaux, rhénan, japonais, coréen...) dans une évolution qui est en longue durée de convergence structurelle entre les économies nationales de même niveau de développement et, par ailleurs, l’évidente

existence de ressemblances et de solidarités dans les grandes régions du monde font qu'il est impossible aujourd'hui de faire une histoire économique renfermée à l'intérieur de nos frontières, refermée sur elle-même, franco-française.

14 En dehors du phénomène d'exportations de capitaux étudié par de belles thèses désormais "classiques"<sup>5</sup>, l'intégration de l'économie française dans son environnement international a été un des parents pauvres de l'historiographie française. Peu de travaux sur le commerce extérieur pour lequel la bibliographie est ancienne, peu de recherches sur le négoce international<sup>6</sup>. Le mythe d'une France du XIX<sup>e</sup> siècle, terrienne et fermée sur elle-même est vivace, lors même que la consultation de statistiques élémentaires prouve l'importance de son taux d'ouverture dès le milieu du siècle. Que la soierie lyonnaise ait son activité liée à la conjoncture des marchés américains dans les années 1830 et 1840, que l'agriculteur producteur de blé, d'oléagineux soit affecté par la production américaine de céréales et de pétrole dans les années 1870-1880 fait penser à des événements récents...

15 L'évolution de l'économie française au cours du XIX<sup>e</sup> siècle s'est opérée selon un certain nombre de processus, comme l'industrialisation, la tertiarisation avec la croissance des secteurs commercial, assurantiel et bancaire, avec celle des transports, les mutations des modes de fonctionnement et de gestion des entreprises, la transformation des paysans en agriculteurs ou en éleveurs, qui sont des caractéristiques communes à tous les pays constituant le peloton de tête dans la hiérarchie des niveaux de développement. La problématique pertinente n'est donc pas de se demander quelles relations causales expliquent tel ou tel processus dans une analyse des variables endogènes à l'intérieur de l'hexagone ou bien de tenter de mesurer l'intensité de ce même processus dans l'absolu. Ces évolutions communes ne peuvent qu'être étudiées à l'échelle européenne dans une perspective comparative<sup>7</sup>. C'est par comparaison avec les études de cas des pays voisins qu'il est possible de dégager les traits communs et de les distinguer des spécificités françaises. L'évolution économique depuis deux siècles est, sans doute, un processus de convergence qui semble s'accélérer aujourd'hui et que les critiques de la "mondialisation" tournés vers le passé ressentent comme une perte des spécificités nationales dans un processus d'uniformisation : les économies et les sociétés de la fin du XX<sup>e</sup> siècle se ressemblent plus que celles du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Il n'en faut pas pour autant négliger les éléments d'homogénéité d'une Europe économique du XIX<sup>e</sup> siècle, malgré l'affrontement des intérêts nationaux. Le processus de convergence n'a pas été linéaire, puisque, en se limitant à l'exemple des pays industrialisés, la montée des nationalismes et la partition de l'Europe en deux systèmes économiques puis en deux blocs politiques l'ont fait reculer au XX<sup>e</sup> siècle. Il n'a pas été non plus uniforme dans tous les champs de l'économie. Une problématique commune s'impose donc aussi bien à l'histoire des stratégies des entreprises françaises, des négociants ou des banques, qu'à l'histoire de la pensée économique : dans quelle mesure les pratiques et les représentations ont-elles tendu à converger avec celles observées dans les pays voisins, dans quelle mesure des spécificités se maintiennent-elles, et parfois même s'affirment-elles par un processus déviant de divergence ?

18 **2** -- Aujourd'hui comme hier, les historiens économistes français ressentent comme un des grands écueils méthodologiques de leur discipline la difficulté à organiser en un tout cohérent les différents discours obtenus en variant les échelles d'analyse, selon les espaces géographiques ou le degré d'agrégation des agents. Il s'agit d'abord de l'articulation entre la micro-économie et la macro-économie. Cette question était au cœur du débat ancien et récurrent entre histoire économique des historiens et "économie historique" des économistes, qu'il ne faut pas ramener à une querelle corporatiste. Ce débat est par ailleurs dépassé aujourd'hui, sur le plan professionnel, dans la mesure où les pratiquants des deux disciplines peuvent, en gardant leurs spécificités scientifiques, parler un langage commun. En revanche le problème d'échelle sous-jacent demeure. La méthodologie historique repose sur une étude des témoignages des agents au travers des sources qu'ils ont laissées ; elle est foncièrement micro-

économique. La théorisation économique se développe en revanche à toutes les échelles, de la micro-économie (théorie de la firme) à la méso-économie (concurrence imparfaite, analyse régionale) à la macro-économie. Si les historiens, par exemple les historiens d'entreprises, ont fait leur miel des analyses de la micro-économie, ils sont conscients d'une cassure entre leurs pratiques habituelles et les cadres de l'analyse macro-économique.

18 Il y a aujourd'hui en France une désaffection certaine pour les approches globalisantes, au profit d'études dont le champ est plus petit, parce qu'elles semblent plus concrètes, plus "vraies", plus porteuses de réalité. Cela a pu conduire certains à rejeter les approches macro-économiques, comme le domaine des économistes : mais l'analyse des évolutions passées, même au plan macro-économique, ne sont-elles pas le travail de l'historien ? Il serait erroné de s'enfermer dans un débat opposant ces approches qui diffèrent par l'échelle de perception. Le micro-phénomène n'est pas plus réel que le macro-phénomène<sup>8</sup> : Tous deux donnent des points de vue différents sur la réalité, comme les cartes à différentes échelles, dont les unes montrent l'équilibre des grandes masses et les autres le détail topographique : les premières sont indispensables à la mise en perspective des secondes. L'analogie n'est pas un mode de raisonnement, mais elle suggère que la globalité économique n'est pas la somme de ses éléments constitutifs. L'ensemble exhaustif des études sectorielles ou régionales n'éluciderait pas les règles de fonctionnement de l'économie globale, qui ne peuvent se comprendre qu'à partir du jeu des variables macro-économiques. Malgré la grande hétérogénéité de l'espace économique du XIX<sup>e</sup> siècle, malgré la segmentation des marchés et la dynamique propre aux développements régionaux, l'approche nationale, et son corollaire comptable, la comptabilité nationale comme instrument de description, sont indispensables. Un ouvrage pionnier comme *L'économie française au XIX<sup>e</sup> siècle* de Maurice Lévy-Leboyer et François Bourguignon a traduit cette aspiration à relier les différents niveaux d'analyse, mais aboutit plutôt à la juxtaposition de deux discours qu'à une articulation cohérente. Sans doute n'y a-t-il pas de méthode miracle permettant de réussir cette synthèse qu'il ne faudrait certes pas réduire à une formalité rhétorique, à un simple cadrage macro-économique liminaire. Nous pensons qu'on ne peut approcher ce résultat que par une sorte de "bricolage" dans lequel l'approche macro-économique sert de garde-fou et de générateur d'hypothèses. Le garde-fou évite d'accepter une interprétation issue de l'étude de cas qui ne satisferait pas à la condition de cohérence globale. Le générateur d'hypothèses sert à formuler des idées que seules les analyses micro-économiques peuvent ou bien confirmer en leur donnant la chair qui constitue la complexité du réel ou bien infirmer.

19 La question des articulations entre échelles ne se limite pas à cette confrontation binaire. La pratique des agents (consommateurs, entreprises, décideurs, banques) ne prend sa signification que replacée dans des ensembles plus grands à la fois selon le critère de spatialité et selon celui de la hiérarchie des nomenclatures économiques. Ces ensembles s'emboîtent comme des poupées gigognes (secteurs économiques, régions, économie nationale, ensembles économiques transnationaux, économie internationale). La grande difficulté de l'histoire d'entreprise est ainsi de décrire le fonctionnement d'un agent qui est une interface entre tous les niveaux du champ économique, social, voire politique et culturel. Les questions de gestion de main d'œuvre ressortissent davantage du niveau régional si ce n'est local. La question du marché des matières premières, de la commercialisation de la production, de la concurrence avec les autres entreprises se situe plutôt au plan de l'économie nationale si ce n'est internationale. Le travail de rendre cohérent des logiques qui ne s'expriment pas dans le même langage (exigences sociales, calcul économique, caractère qualitatif des désirs des consommateurs, contraintes juridiques, traditions gestionnaires...) et de concilier des espaces économiques différents par l'échelle et donc souvent par leur conjoncture fait toute la difficulté du travail de l'historien d'entreprise... comme il faisait et fait encore celui du chef d'entreprise.

- 20 **3**-- La question de la naissance et du développement du capitalisme a dominé l'historiographie de Karl Marx à l'école historiciste allemande et à Fernand Braudel qui en est l'aboutissement. Aujourd'hui, la littérature économique a largement remplacé la terminologie "économie capitaliste" par "économie de marché". Il y a là sans doute un effet de mode depuis l'effondrement des "économies socialistes" et un discours justificatif qui ne saurait tromper l'historien : l'omniprésence d'un "énigmatique marché" et la force contraignante de ses "mystérieuses lois" permettent d'éluder la contestation sur le fonctionnement de nos économies et de nos sociétés. Mais un changement de la terminologie a toujours un sens profond. Il implique, en l'occurrence pour l'histoire économique, un glissement du centre de gravité de l'analyse de l'accumulation et de la reproduction du capital au travers de groupes socio-professionnels particuliers (les négociants de l'époque moderne, les industriels du XIX<sup>e</sup> siècle) et de pratiques entrepreneuriales qui se construisent peu à peu vers les processus de marché comme régulateurs du fonctionnement de l'économie. C'est un déplacement d'une histoire de l'offre à une histoire de l'adéquation entre l'offre et la demande. Les historiens ont d'autant plus privilégié la première voie que les sources qui fondent leur travail sont principalement produites par les producteurs : les consommateurs et les demandeurs de travail n'ont guère laissé d'archives. Il faut donc tout l'esprit critique qui caractérise notre discipline pour ne pas verser dans un récit historique élaboré du point de vue des chefs d'entreprise. L'interrogation sur le marché suscite en revanche de nouveaux questionnements sur l'économie du XIX<sup>e</sup> siècle <sup>9</sup>.
- 22 Le concept de marché est un objet économique fort peu transparent <sup>10</sup>. On ne peut éviter de revenir au grand ouvrage de Karl Polanyi <sup>11</sup> dont l'information historique est datée et limitée, mais dont l'hypothèse principale confère au XIX<sup>e</sup> siècle un statut exceptionnel dans toute l'histoire de l'humanité. Pour Polanyi, l'économie a été largement régie jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle par des objectifs sociaux : elle était imbriquée dans le social. Elle s'en dégage au XIX<sup>e</sup> siècle et fonctionne alors grâce au caractère "autorégulateur" du marché qui l'emporte même pour les marchés les plus sensibles du point de vue social et donc politique, comme ceux du travail et de la monnaie <sup>12</sup>. Mais selon cet auteur, le fonctionnement du marché "autorégulateur" a été tellement insupportable socialement que l'État dut très vite intervenir dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans le domaine du travail et au XX<sup>e</sup> siècle pour le réglementer ou en contrôler le jeu, ce qui est la "Grande transformation". Ce scénario est bien sûr abusivement schématisé, mais il incite à poser quatre types de questions.
- 23 **a.** Il y eut bien au XIX<sup>e</sup> siècle une tendance à la désimbrication de la sphère économique par rapport à la prédominance des objectifs sociaux, mais qu'il ne faudrait pas surestimer pour le marché du travail, et qui fut tardif pour celui des produits alimentaires de base <sup>13</sup>. La libération des marchés du travail suscita aussitôt son antidote, une réglementation de l'État afin d'éviter les abus les plus criants. L'histoire de la marchandisation du travail et de l'apparition d'une conception moderne du salaire fut ainsi longue et complexe, enjeu d'un rapport de force continu entre patrons et travailleurs au XIX<sup>e</sup> siècle <sup>14</sup>. Les patrons ont longtemps recouru à l'organisation proto-industrielle pour utiliser à leur profit les avantages d'une main d'œuvre peu intégrée à un "marché" du travail, car incluse dans une société rurale dans laquelle les objectifs économiques n'étaient pas obligatoirement dominants et le calcul économique n'était pas le critère de décision majeur <sup>15</sup>. Cela montre qu'il faut se hâter de jugements simplistes sur une "liberté" du marché et par corollaire sur une "dérégulation" nécessairement souhaitée par les entrepreneurs qui y trouveraient toujours leur compte. Le marché n'est pas l'absence de règles, l'absence d'institutions et d'organisations, c'est-à-dire l'anarchie économique, comme l'ont montré à la fois les conséquences de la brutale libéralisation des économies socialistes et les travaux de Jean-Pierre Hirsch <sup>16</sup> sur les réactions des milieux négociants aux mesures de libéralisation prises par la Révolution française. De même que la nature a horreur du vide,

- les patrons du Nord furent effrayés par le vide institutionnel et s'efforcèrent de recréer règles, institutions, organisations professionnelles, ne se privant pas de demander l'appui de l'État. Au cœur de la compréhension d'une économie, il y a donc l'analyse des règles, des institutions et des organisations<sup>17</sup> de ses différents marchés de marchandises et de facteurs de production.
- 24 Ainsi est nuancée l'idée première que l'on avait que le marché et l'État sont antagonistes et que l'économie est entre le marché et l'État. "Laissez-nous faire, protégez-nous beaucoup", écrivait un manufacturier de coton de Bourges à l'intendant du commerce en 1786<sup>18</sup>, une phrase qu'il ne ressentait sûrement pas comme contradictoire. Pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, l'État a été un régulateur majeur. La politique douanière a été un enjeu, voire une manière d'exogénéiser les tensions sociales à l'intérieur des entreprises dans les moments où elles s'exacerbèrent comme lors des phases de mécanisation ainsi que le montre Peter Scholliers. Le fonctionnement de l'économie internationale du XIX<sup>e</sup> siècle, la croissance des flux et la division internationale du travail ne se fit pas malgré les protectionnismes, mais en fonction de ceux-ci. Aussi doit-on remettre en perspective les interventions de l'État dans l'économie qui n'étaient pas seulement des manières de corriger les abus de l'économie de marché du XIX<sup>e</sup> siècle ou de biaiser la répartition du revenu national, mais qui étaient plutôt des cadres et des conditions de son fonctionnement.
- 25 **b.** Une des fonctions principales des mécanismes du marché est d'assurer la circulation de l'information entre les consommateurs et les producteurs, afin de parvenir à une adéquation quantitative et qualitative entre les souhaits ou les besoins des uns et les possibilités des autres. Cette tâche est remplie de deux manières, par les prix et par les intermédiaires. L'histoire des prix a subi en France, depuis une trentaine d'années, peut-être par réaction à l'importance centrale que lui avait accordé Ernest Labrousse, une grande désaffection. Les relevés de prix pour les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles commencés par l'équipe de Jean Fourastié n'ont pas été continués. De nombreuses thèses qui étudient un secteur industriel du XIX<sup>e</sup> siècle ne comportent pas de séries de prix des produits. Or les prix sont un des indicateurs majeurs du fonctionnement de l'économie, non seulement dans la longue durée du mouvement de la productivité -- ce qui intéressait Jean Fourastié<sup>19</sup> --, mais aussi dans la courte durée de l'adéquation entre l'offre et la demande. Ils véhiculent une information des consommateurs vers les producteurs, mais d'une manière imparfaite, difficile à interpréter. Du fait de la lenteur des transports de marchandises et de la circulation de l'information, les marchés de marchandises des deux premiers tiers du XIX<sup>e</sup> siècle étaient encore très opaques, et même, pour les marchés lointains d'exportation, aveugles. Les industriels et les fabricants produisaient des produits qu'ils pensaient pouvoir vendre à la clientèle qu'ils visaient sans avoir beaucoup d'information sur ses caractéristiques et ses désirs : en fin de compte c'était l'entassement des invendus, le mouvement des stocks qui renseignaient *a posteriori*. Les crises économiques de ce premier XIX<sup>e</sup> siècle étaient, ainsi que les contemporains l'avaient diagnostiqué en les appelant "crises commerciales", des crises de la circulation et de l'information<sup>20</sup>. L'étude des crises est un des terrains presque vierges de l'historiographie du XIX<sup>e</sup> siècle : on croyait les avoir si bien comprises grâce aux analyses de Labrousse qu'on ne s'est guère attaché à les décrire<sup>21</sup>. Elles montraient la faible efficacité de la main invisible du marché. La circulation de l'information reposait donc, comme celles des marchandises, sur les intermédiaires, qui avaient un rôle central dans le fonctionnement de l'économie. Sans eux il n'y avait pas de contact, du moins pour la majorité des produits de consommation, entre les producteurs et les consommateurs.
- 26 L'analyse du commerce est jusqu'à présent apparue soit comme un aspect d'une étude socio-économique (l'étude des milieux négociants du XVIII<sup>e</sup> siècle ou de l'Empire<sup>22</sup>) soit comme une tâche secondaire réalisée par souci de couvrir de manière exhaustive la totalité du champ de l'économie, une sorte d'appendice qui ne saurait rivaliser en importance avec les domaines privilégiés de la recherche comme l'histoire de l'industrie -- surtout des industries nouvelles --

ou l'histoire bancaire. Faut-il y voir la conséquence d'une compréhension seulement partielle de la fonction de commercialisation, avatar peut-être des préjugés anciens des consommateurs, qui considéraient l'intermédiaire comme un "parasite" prélevant des marges injustifiées ? Cette fonction était pourtant centrale parce que l'imperfection de l'information disponible sur les marchés était un facteur discriminant entre les entreprises concurrentes. Celles qui la maîtrisaient le mieux disposaient d'un atout majeur et n'avaient pas avantage à ce qu'elle devienne un bien public. Un premier axe de recherche sur la fonction de commercialisation porte sur son organisation : elle était assurée soit par des intermédiaires spécialisés -- des réseaux commerciaux dont l'étude est à poursuivre --, soit par les fabricants eux-mêmes, soit par une association entre industriel et commerçant dans un rapport de force parfois difficile à définir, allant du marchand donneur d'ordres faisant travailler des fabricants à l'industriel disposant de comptoirs de vente, soit par des industriels assurant eux-mêmes intégralement la commercialisation. Un second axe de recherches porte sur le choix des producteurs entre une stratégie où l'inégalité d'accès à l'information sur les désirs de la clientèle était consciemment exploitée comme atout commercial et une stratégie où le coût élevé de l'accès à l'information les incitait à mettre l'information en commun ou à demander à l'État de la réunir. On pourra, à titre provisoire, faire l'hypothèse de travail que les industriels et les négociants recoururent à ces deux stratégies dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils se faisaient concurrence au travers de l'information sur le marché national qu'ils ne tenaient pas à partager avec leurs collègues, ils s'associaient en revanche dans le cadre des chambres de commerce et s'appuyaient sur l'administration, sur les réseaux consulaires, pour réunir les informations sur les caractéristiques des marchés d'exportation, plus difficiles et plus coûteuses à produire.

27 **c.** Traiter du marché des produits invite à se pencher sur l'étude de la consommation, très négligée jusqu'à présent pour le XIX<sup>e</sup> siècle dans une perspective d'histoire économique, puisque les travaux pionniers ont davantage porté sur le XVIII<sup>e</sup> siècle dans une approche plutôt anthropologique, d'histoire culturelle voire globale (la "culture matérielle"). La question avait été jusqu'alors éludée par les historiens économistes sous couvert d'une grossière pertinence de la loi des débouchés de Say : le progrès de la productivité étant effectivement la mesure du progrès économique, l'analyse historique se cantonnait en une analyse de l'offre, avec le présupposé implicite que ce qui était produit était ensuite nécessairement consommé, les désadaptations n'étant jamais que des accidents de court terme. La difficulté apparaît lorsque l'on ne fait plus simplement l'histoire de la production, mais l'histoire des produits, un changement de perspective auquel nous encourage l'attention plus grande portée à la question du marché. Les produits sont achetés en fonction de leur utilité réelle ou symbolique par les différents groupes sociaux qui constituent la population d'un pays, en fonction de la structure budgétaire des acheteurs et de leur possibilité d'acquisition, compte tenu du niveau de leurs revenus. Les marchés de produits sont socialement déterminés avec une segmentation selon les qualités. Les producteurs ont consciemment cherché au XIX<sup>e</sup> siècle à étendre leurs ventes par la diversification des qualités, en s'adressant à des clientèles de niveau social et économique différent, en usant des mécanismes d'imitation sociale au travers de la consommation.

28 Faire l'histoire des marchés de produits est un beau chantier encore peu défriché. Il nécessite de situer l'évolution des conditions de la production (productivité en hausse rapide pour des raisons technologiques, en ralentissement lorsque les techniques ne font plus que des progrès mineurs) en fonction des comportements des consommateurs (l'élasticité de la demande mesure le caractère dynamique ou la tendance à la saturation de la consommation). Cette combinaison définit ce que l'on a appelé le "cycle de vie du produit". Cette analogie anthropomorphique ne doit pas inciter à un déterminisme simpliste qui ferait inéluctablement succéder dynamisme de la jeunesse, ralentissement et saturation de l'âge mûr, déclin de la vieillesse, mort. Les industriels ont mis en œuvre toute leur inventivité pour stimuler la demande dès qu'ils craignaient de la voir faiblir. Le développement de la mode dans le

vêtement et l'ameublement a visé non seulement à segmenter le marché et à décourager les imitateurs mais aussi à créer une obsolescence plus rapide.

29 La différenciation toujours plus grande des qualités de produits et l'innovation de produits par spécialisation des usages ont aussi été des stratégies constantes des industriels pour rompre les conditions de la concurrence en se créant des niches, pour développer les ventes, pour toucher des clientèles nouvelles distinctes par leurs habitudes ou leurs revenus des précédentes. La différenciation des qualités a également répondu à une aspiration des consommateurs à pouvoir acheter le produit dont ils avaient précisément besoin. L'établissement de critères de reconnaissance et de description de la qualité, souhaité par les producteurs, par les intermédiaires et par les consommateurs, d'une manière contradictoire ou consensuelle, a conduit à la production de normes et de nomenclatures dont l'étude n'est pour l'instant que relativement peu abordée.

30 **d.** L'analyse du fonctionnement du marché fondé sur la confrontation des déterminants de l'offre et de la demande, avec leurs dimensions sociales, institutionnelles et culturelles et leurs surdéterminations politiques est habituellement menée pour les marchés de biens et de services, du travail et de l'argent. Mais parmi les "marchandises", au sens où Marx employait ce terme dans la célèbre phrase de la première page du *Capital*, certaines avaient des particularités, comme le logement, qui même s'il n'était pas encore l'objet de toute une réglementation, mérite une investigation spécifique. Michel Lescure évoque son marché, avec la complexité de la formation des coûts et de l'organisation des acteurs qui en étaient parties prenantes, avec la difficulté d'adaptation qualitative de l'offre et de la demande, facteur de déséquilibres continus<sup>23</sup>. Le logement était également l'objet "d'un marché résiduel de logements anciens largement amortis ou de locaux recyclés socialement ou détournés de leur affectation initiale", avec une forte hiérarchisation entre occupants successifs. De manière plus générale, les marchés de l'occasion, de la seconde main, de la récupération et du recyclage sont des champs de recherches à développer. Loin d'être marginaux ou anecdotiques, ils fournissaient au XIX<sup>e</sup> siècle à une grande part de la consommation populaire, par exemple pour l'habillement, et l'ameublement.

32 **4 --** Il nous semble enfin que des travaux récents mettent en valeur un dernier type de problématiques, celles du rapport entre la réalité économique, la perception que les agents économiques en ont eue, le discours qu'ils ont élaboré à son sujet, les pratiques qu'ils ont mises en œuvre et les décisions qu'ils ont prises. Ces travaux rompent consciemment avec la référence implicite à un modèle mécaniste d'*homo economicus* commun à la tradition classique et à la tradition marxiste. Selon ce dernier, les entrepreneurs, les paysans, les travailleurs et les politiques auraient réagi aux évolutions de la réalité telles que nous, historiens, la comprenons aujourd'hui ; ils l'auraient fait rationnellement, en fonction de leurs intérêts clairement perçus, en prenant la décision qu'ils "devaient" prendre ou parfois -- autre version identique en fait de la même lecture mécaniste -- en "se trompant" et en prenant la décision qu'ils ne "devaient" pas prendre et qui allait leur être préjudiciable à eux, voire à l'économie en général. Ce récit bien ordonné n'est pas dénué de téléologie, car il méconnaît les marges d'incertitude et de liberté qui étaient celles des acteurs, l'existence de bifurcations à partir desquelles différents possibles étaient envisageables. Dans leur présent, les acteurs avaient l'impression de l'incertitude d'un avenir qu'ils n'envisageaient qu'à court terme plutôt que d'une rationalité qui avait gouverné leur passé et indiquait la direction des évolutions futures.

33 "Nous souhaiterions ainsi rappeler l'intérêt d'une recherche, moins pratiquée par les historiens, sur les discours et les représentations qui conditionnent ou accompagnent le développement économique" écrit Jean-Pierre Hirsch<sup>24</sup>. Ils sont en effet un terrain d'études riche et complexe. Les représentations des acteurs étaient liées à leur expérience de la vie économique passée et leurs discours avaient pour fonction de légitimer leurs pratiques.

L'ancrage des représentations dans les expériences passées, dans une logique de précédents, éclaire la notion de "génération" sur laquelle se fondent implicitement des travaux de prosopographie des entrepreneurs, avec l'idée que les "patrons du Second Empire" ont en commun un certain nombre de caractéristiques qui les distinguent de ceux de la "Belle époque". Il nous semble que cette dimension d'héritage dans les représentations, familier à l'historien des années 1930 et 1940 où l'action des acteurs est dominée par la référence aux enseignements de la guerre de 1914-1918, est aussi présente au XIX<sup>e</sup> siècle. Elle contribue à accentuer la confusion des représentations des acteurs dans les périodes où les changements de fonctionnement de la réalité économique impliqueraient un réajustement de leurs représentations et de leurs pratiques : ces articulations de l'histoire économique sont marquées par une crise des représentations. Faut-il s'étonner du peu de perspicacité de tel fabricant parisien de fontes moulées d'art qui, devant la crise qui frappait les industries parisiennes, commentait avec satisfaction la baisse de son chiffre d'affaires : "Nous avons supprimé les voyageurs, les dépositaires *etc.* ; il faut qu'on vienne chez nous pour la qualité de nos produits ; ceux qui voudront du bon sauront où nous trouver ; nous nous contentons de ceux-là. J'ai diminué notre chiffre d'affaires ; il est moitié aujourd'hui de ce qu'il était il y a vingt ans, mais nous arriverons à un meilleur résultat"<sup>25</sup> ? Ce discours était pertinent en 1830, voire en 1850 pour des produits de luxe dont la demande n'avait qu'une faible élasticité par rapport au prix et où la concurrence se faisait en termes de qualité. Il ne l'était plus en 1880 avec des évolutions économiques, sociales et culturelles qui incitaient, même dans les industries d'art, à mécaniser et produire en série pour vendre moins cher à une clientèle plus large.

34 Le discours est bien sûr légitimateur des pratiques, d'où ce sentiment de "déjà vu" que l'on perçoit dans les écrits et les paroles des entrepreneurs : "l'ancien esprit" du capitalisme ne s'oppose pas point pour point au "nouveau". Il vise également à fournir des explications aux tensions sociales en montrant du doigt des boucs émissaires, comme les "autres", les étrangers, la contrainte internationale ou bien la fiscalité<sup>26</sup>, l'État. Peter Scholliers montre bien l'exploitation durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle de l'argument de la concurrence étrangère dans des configurations économiques et sociales variables<sup>27</sup>. Il y aurait à faire, en s'inspirant de la réflexion de Jean-Pierre Hirsch sur le discours à propos du capitalisme, une analyse des discours ambigus sur la concurrence internationale et la mondialisation, de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à aujourd'hui, qui nous suggérerait les mêmes impressions de "déjà vu". Lorsqu'acceptées comme évidence elles font consensus, les idées fausses comme les idées vraies sont des forces historiques<sup>28</sup>.

35 Le discours des économistes devient un élément central de la compréhension puisqu'il fait partie de la boîte à outils que les entrepreneurs et les politiques utilisent pour rendre leurs représentations cohérentes et pour orienter et justifier leurs pratiques. Dans les moments où les évolutions économiques avaient un coût social important, comme en Grande-Bretagne dans les années 1820-1840, les économistes libéraux étaient en première ligne pour justifier l'ordre économique<sup>29</sup>. Mais la production du discours des économistes libéraux, volontiers conseillers du Prince, n'était pas simplement la production d'un discours justificatif. Elle était une opération complexe<sup>30</sup> où se mêlaient la nécessité de cohérence logique avec le corpus doctrinal et la référence constante aux idées et aux réalités étrangères, qui parfois servaient sans doute, par une ironie de la pensée, à retrouver des caractéristiques nationales comme ce modèle américain décrit par Léon Faucher, derrière lequel apparaissaient en filigrane les modes d'intégration de l'industrie française dans la ruralité<sup>31</sup>.

38 Après que nous avons mis l'accent sur l'incertitude des acteurs économiques devant les évolutions qui se déroulaient sous leurs yeux et qu'ils tentaient de décrypter afin d'élaborer les cadres de références indispensables à leur action, il serait bien prétentieux de penser que nous sommes capables de prévoir les orientations des recherches à venir et d'en présenter un tableau

bien ordonné. Nous avons simplement voulu affirmer que nous sommes loin de tout savoir sur l'économie française au XIX<sup>e</sup> siècle et mettre l'accent sur les champs dans lesquels il nous semble que des recherches seraient fructueuses. Sans aucun doute y en a-t-il bien d'autres. Notre propos ne peut bien sûr aboutir à une conclusion. Il reste ouvert et nous espérons que les contributions qui suivent inciteront à poser d'autres questions.

39 Patrick Verley est professeur d'histoire économique à l'Université de Genève. Courriel : patrick.verley@histec.unige.ch

41 Jean-Luc Mayaud, est professeur d'histoire contemporaine à l'Université Lyon 2. Courriel : Jean-Luc.Mayaud@ish-lyon.cnrs.fr

---

### Notes

1. Sans remonter aux travaux de Charles Ballot, Marcel Dunan et Odette Viennet, on citera : Maurice LÉVY-LEBOYER, *Les banques européennes et l'industrialisation de l'Europe au début du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1964 ; Louis BERGERON, *Banquiers, négociants et manufacturiers parisiens du Directoire à l'Empire*, Paris, Mouton, 1978 ; Denis WORONOFF, *L'industrie sidérurgique en France pendant la Révolution et l'Empire*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1984 ; Serge CHASSAGNE, *Le coton et ses patrons, France 1760-1840*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1991.

2. Natalie PETITEAU, *Napoléon. De la mythologie à l'histoire*, Paris, Éditions du Seuil, 1999, pp. 331-356.

3. Patrick VERLEY, "Quelques remarques sur l'économie française à l'époque impériale", dans Natalie PETITEAU [dir.], *Voies de renouvellement de l'histoire de l'Empire*, Paris, La Boutique de l'Histoire-éditions, à paraître en 2002.

4. David EDGERTON, "De l'innovation aux usages. Dix thèses éclectiques sur l'histoire des techniques", dans *Annale, histoire, sciences sociales*, tome 53, n° 4-5, juillet-octobre 1998. Patrick VERLEY, "Quelques remarques sur la pertinence du concept de système technique pour l'époque de la première industrialisation", dans J. BOURLET [dir.], *La rupture technologique*, Paris, Économica, 1999.

5. Parmi les "classiques", citons entre autres : Raymond POIDEVIN, *Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne, 1898-1914*, Paris, Librairie Armand Colin, 1969 ; Jacques THOBIE, *Les intérêts économiques, financiers et politiques français dans la partie asiatique de l'Empire ottoman de 1895 à 1914*, Lille, 1973 ; René GIRAULT, *Emprunts russes et investissements français en Russie 1887-1914*, Paris, Librairie Armand Colin, 1973 ; Albert BRODER, *Le rôle des intérêts économique étrangers dans la croissance de l'Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle, 1767-1924*, thèse Paris 1, microfichée, Lille, ADT, 1982.

6. Olivier PÉTRÉ-GRENOUILLEAU, "Pour une histoire du négoce international français au XIX<sup>e</sup> siècle. Problèmes, sources et perspectives", *infra*, fait un état de la question et oriente vers des recherches nouvelles.

7. Une critique forte à l'histoire "comparative" est que l'on ne peut tout connaître et que la comparaison est donc biaisée entre un cas national sur lequel on possède une information plus approfondie et des exemples étrangers dont on n'a qu'une connaissance superficielle au travers de la recherche publiée. Les différences relevées seraient autant le résultat du différentiel dans le degré d'approfondissement des connaissances que le reflet de la réalité. On répondra que la réflexion ne peut être auto-référentielle et que le discours historique est fondé sur une confrontation entre des situations différentes dans le temps et dans l'espace, sur un exercice "d'anachronisme contrôlé" et de comparatisme maîtrisé pour éviter des dérapages comparables à ceux de l'anachronisme "non contrôlé". Nous pensons que les études de cas doivent être placées consciemment dans une "perspective" comparatiste, plutôt que de s'appuyer implicitement sur elle en formulant des jugements qui, sans cela, seraient dénués de signification. Comment évoquer, pour reprendre des expressions très souvent employées,

les “spécificités” françaises, le “modèle” français à partir d’une description fermée sur le cas national ? Nous remercions Michel Margairaz dont une remarque nous a incité à faire cette mise au point.

8. Bernard LEPETIT, “Architecture, géographie, histoire : usages de l’échelle”, dans *Genèses*, 13, automne 1993, p. 137.

9. Patrick VERLEY, “Économie de marché”, dans *Encyclopedia Universalis*, réédition, 1999.

10. Michel HENOCHSBERG, *La place du marché*, Paris, Denoël, 2001, est un ouvrage dont la lecture est stimulante.

11. Karl POLANYI, traduction : *La grande transformation*, Paris, Éditions Gallimard, 1983.

12. Marx exprimait la même chose lorsqu’il écrivait que le travail était devenu marchandise.

13. Le prix du pain est ainsi administré à Paris jusqu’aux années 1860.

14. William M. REDDY, *The Rise of Market Culture. The Textile Trade and French Society 1750-1900*, Cambridge/Paris, Cambridge University Press/Éditions de la Maison des sciences de l’homme, 1984.

15. Jean-Luc MAYAUD, *La petite exploitation triomphante, France XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions Belin, 1999.

16. Jean-Pierre HIRSCH, *Les deux rêves du commerce. Entreprise et institution dans la région lilloise (1760-1860)*, Paris, Éditions de l’École des hautes études en sciences sociales, 1991.

17. Il est logique de penser que l’articulation entre le plan micro-économique des agents individuels et le plan macro-économique de l’économie globale se fait au travers des formes intermédiaires....

18. Source : Arch. nat., F12 659 A 1, phrase citée par : Serge CHASSAGNE, *Le coton et ses patrons, 1760-1840*, Paris, Éditions de l’École des hautes études en sciences sociales, 1991, p. 135 et par Philippe MINARD, *La fortune du colbertisme. État et industrie dans la France des Lumières*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1998, p. 294.

19. Jean FOURASTIÉ [dir.] avec la collaboration de Claude FONTAINE, *Documents pour l’histoire et la théorie des prix*, Paris, Librairie Armand Colin, sans date, 2 volumes.

20. Patrick VERLEY, “Crises économiques”, dans *Encyclopedia Universalis*, réédition, 1997.

21. Les études de cas les plus riches sont des “classiques” comme : Jean BOUVIER, *Le krach de l’Union générale, 1878-1885*, Paris, 1960 et le chapitre sur les “crises du textile” dans Maurice LÉVY-LEBOYER, *Les banques européennes et l’industrialisation internationale dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1964.

22. Louis BERGERON, *Banquiers, négociants et manufacturiers parisiens. Du Directoire à l’Empire*, Lille/Paris, Atelier de reproduction des thèses, université Lille 3/Librairie H. Champion, 1975, 2 volumes.

23. Michel LESCURE, “Pour une histoire sociale du crédit. L’exemple du logement en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle”, *infra*.

24. Jean-Pierre HIRSCH, “Retour sur l’ancien esprit du capitalisme”, *infra*.

25. Ministère de l’Instruction publique, *Enquête sur la situation des ouvriers et des industries d’art*, Paris, 1884, p. 52, cité par Patrick VERLEY, *L’échelle du monde*, Paris, Éditions Gallimard, 1997, p. 625.

26. Patrick VERLEY, “Équité, efficacité, incidence économique de la fiscalité du XIX<sup>e</sup> siècle”, dans Maurice LÉVY-LEBOYER [dir.], *L’impôt en France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Actes du colloque de Bercy*, Paris, C.H.E.S.S./Ministère de l’Économie, des Finances et de l’Industrie, à paraître en 2002.

27. Peter SCHOLLIERS, “Mots et pratiques. L’industrie cotonnière gantoise, les crises et la perception patronale de la concurrence internationale, 1790-1914”, *infra*.

28. On pensera à la phrase de Marx “Quand une idée s’empare des masses, elle devient une force matérielle”, citée par Jacques Sapir, dans un ouvrage stimulant pour l’historien, p. 25 : Jacques SAPIR, *Les trous noirs de la science économique. Essai sur l’impossibilité de penser le temps et l’argent*, Paris, Éditions Albin Michel, 2000.

29. L’important ouvrage de Maxine Berg reste un ouvrage de référence : Maxine BERG, *The machinery question and the making of political economy 1815-1848*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980.

30. Le questionnement de notre présent ne peut qu'attirer notre attention sur cette analyse. Aujourd'hui la contestation des hypothèses centrales de la théorie "standard" n'empêche pas, en une époque qui dévalorise les politiques au profit des "experts", les économistes conseillers du Prince, chargés de dire le "vrai" et de prédire l'avenir, d'occuper une position éminente.

31. Lucette LE VAN-LEMESLE, "Les économistes français et l'usage des modèles étrangers", *infra*.

---

### ***Pour citer cet article***

Référence électronique

Patrick Verley et Jean-Luc Mayaud, « Introduction. En l'an 2001, le XIX<sup>e</sup> siècle à redécouvrir pour les historiens économistes ? », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 23 | 2001, mis en ligne le 27 juin 2005. URL : <http://rh19.revues.org/index306.html>

---

### ***Droits d'auteur***

Tous droits réservés

---

***Licence portant sur le document*** : Tous droits réservés